



Contribution des socialistes de Paris pour le congrès de Villeurbanne 2020

Contribution thématique : **Ville et territoires après la crise**

Synthèse des débats de l'Université politique du confinement des socialistes parisiens

La France et le monde connaissent en cette année 2020 une crise sanitaire, avec des conséquences sociales et économiques sans précédent. Selon une étude Oxfam d'octobre 2020, les associations caritatives relèvent que la crise sanitaire a fait basculer dans la pauvreté un million de Français, qui s'ajoutent ainsi aux 9,3 millions de personnes vivant déjà au-dessous du seuil de pauvreté. L'un des signes les plus spectaculaires de cette crise est l'explosion de l'aide alimentaire.

Ainsi, dès le début du confinement, la Fédération du Parti Socialiste de Paris a souhaité mettre à profit cette période pour entamer une réflexion de fond sur l'offre politique que devrait apporter notre Parti à cette crise et organiser d'avril à juin 2020, les Universités Politiques du Confinement en visioconférence. Au cours d'épisodes de 50 minutes, la Fédération PS de Paris a pu interroger des personnalités politiques, culturelles, des journalistes, juristes, économistes, sur la question générale : quelle doit être l'offre politique du Parti Socialiste après la crise sanitaire du Covid-19 et toutes ses conséquences ?

Dix thèmes ont été abordés : la ville, l'économie et le développement, la santé, le droit, les questions sociales, l'Europe, la culture, l'écologie et l'agriculture.

Dans cette contribution thématique qui se veut une synthèse des propositions apportées lors des Universités Politiques du Confinement, nous avons choisi de nous focaliser sur quatre thèmes : comment repenser la politique de la ville et la politique économique, sociale et culturelle en général après la crise ?

I - Repenser les territoires et la ville après la crise

Nous vivons, avec cette crise, l'avènement d'un **nouveau rôle des collectivités territoriales et de la ville**.

- L'État, après quelques tentations jacobines à l'aube de la crise, a compris qu'il ne pouvait agir sans elles. Il s'agit d'engager notre pays dans **une voie de décentralisation, déjà entamée depuis 1982 mais qu'il faut accentuer**. Durant le confinement, un exemple médiatisé du besoin de décentralisation a été que, contrairement aux autres grandes villes européennes, la Mairie de Paris n'a pas pu rouvrir ses parcs et jardins.

Fiscalement, **il faut accompagner cette décentralisation en aidant les collectivités** et non pas en les affaiblissant comme nous le constatons aujourd'hui : la suppression de la taxe d'habitation par exemple, n'est pas compensée à 100% par l'État. De plus, il s'agit d'une mesure qui joue en faveur des plus aisés puisque 17% des ménages les plus modestes ne la paient déjà pas.

Par ailleurs, une réflexion à avoir avec la crise est la question de **l'aménagement du territoire**. Les métropoles de Paris et Lyon possèdent à elles-deux 40% de la richesse du territoire. Or, ces deux régions sont celles où le temps de trajet pour se rendre à son travail est le plus long : la conséquence est que, depuis le début de la crise sanitaire, l'arrêt du travail en présentiel a été beaucoup plus important. Cela amène à la question **du télétravail qui doit occuper les réflexions du Parti Socialiste en termes de temps de travail, relations de travail et productivité**. Ces trois sujets ont toujours été au cœur des réflexions des progrès sociaux et doivent nous permettre de nous positionner face à la vision libérale du télétravail.

Face à la vague de licenciement consécutive à la crise économique, **les investissements des collectivités territoriales doivent être en première ligne**. L'État doit être celui qui donne ce coup d'accélérateur pour qu'elles puissent investir, notamment dans les grandes métropoles.

- D'autre part, la crise de la covid-19 nous invite à « réinventer la ville ». Les systèmes urbains sont efficaces sur de nombreux aspects mais créent des zones de risques notamment pandémiques. Cela ne signifie pas qu'il faille renoncer aux villes mais il s'agit d'adresser la **question de la soutenabilité du modèle urbain**.

La « **ville du quart d'heure** », concept proposé par Carlos Moreno, peut être une solution pour réinventer la ville qui redevient un **espace de rencontre en favorisant la marche, le vélo, les espaces dédiés aux enfants, en végétalisant**.

Il est également urgent de proposer des **alternatives à la voiture** en raison des injonctions de la prendre du fait des risques des transports en commun. Pourtant, se rabattre sur la voiture est délétère notamment parce que la pollution est un facteur d'aggravation du risque pandémique.

Le tourisme est le secteur qui souffrira probablement le plus de la crise et ce, de manière durable (plusieurs mois ou plusieurs années). Le risque de multiplication des faillites est réel. La force touristique de Paris provient principalement du tourisme d'affaires. Il s'agit donc de **capitaliser sur le tourisme de loisirs et un tourisme durable**. La crise pourra accélérer la **mutation d'un tourisme de masse à un tourisme plus respectueux et qualitatif**.

Concernant le logement, et notamment à Paris, nous proposons un soutien de la puissance publique à ceux qui ne peuvent avoir accès au marché de l'immobilier privé. La crise va probablement amener à une modification du parc immobilier suscitée par une réorientation du budget tourisme.

II - Les inégalités renforcées : plusieurs axes pour une politique sociale post-covid

De façon plus générale, les inégalités et précarités sont exacerbées pendant la crise sanitaire devenue économique et sociale. Parmi elles, la situation des travailleurs des plateformes, l'emploi des plus précaires ou les inégalités scolaires.

- La crise de la covid-19 a rendu les **travailleurs des plateformes** particulièrement visibles, notamment pendant le confinement. Les droits des travailleurs des plateformes souffrent de leur **manque de statut salarial**. Un droit qui favorise pourtant le chômage partiel, qui permet de renforcer la santé et la sécurité des travailleurs. Leur statut d'auto-entrepreneur est une illusion et face à la crise du coronavirus, ils se situent en première ligne d'un risque sanitaire et économique duquel ils ne sont pas protégés. Accuser le consommateur, c'est se tromper de cible. Il s'agit davantage d'un choix politique et de société. Il faut ainsi **continuer à défendre leurs droits au niveau européen**.

L'Europe commence à s'emparer du problème, mais progresse lentement. Si la gauche européenne a conduit un projet en collaboration avec des centaines d'experts, de chercheurs et livreurs, la directive n'est pas encore aboutie.

- Concernant **l'emploi des plus précaires**, actuellement en France, deux millions personnes qui vivent avec moins de 650 euros par mois, seuil de pauvreté absolue. Nous pensons qu'il faudrait **réindexer le RSA, notamment pour les jeunes de moins de 25 ans**, qui n'ont pas de garantie minimale. La crise a également pour conséquence un chômage de longue durée qui repart à la hausse. Pour contrer ce chômage de longue durée, nous proposons deux solutions : **inciter les entreprises à l'embauche pour les jeunes et créer de l'emploi solidaire**, c'est-à-dire des structures adaptées et avec une prise en charge publique d'une partie de la rémunération des salariés dans des secteurs comme l'ESS, les collectivités territoriales ou via l'initiative « territoire zéro chômeur de longue durée ».

Par ailleurs, une conséquence directe d'être travailleur précaire est le logement, notamment dans une ville comme Paris : 25% de travailleurs pauvres sont aujourd'hui hébergés dans les centres d'accueil, et occupent des places qui devraient aller à d'autres. Il faut donc rendre le **logement plus abordable** dans les régions tendues comme l'Île-de-France et **débloquer les dispositifs d'hébergement** en régularisant les personnes sans papier, qui attendent parfois plusieurs années à l'hôtel.

- La **politique éducative** menée depuis le début du quinquennat - et plus particulièrement depuis le début du confinement - a mis en avant la difficulté à concrétiser **le concept d'égalité des chances**. On constate en effet que non seulement **les inégalités sociales et scolaires** sont mises en exergue par le contexte de crise sanitaire, mais qu'en plus elles se sont aggravées du fait d'une organisation déficiente et de la fracture numérique.

Ainsi, si la droite doit abandonner son argumentaire justifiant la sélection par un mérite individuel qui occulte une réalité sociale, nous devons, au Parti Socialiste, agir plus efficacement. Il faut remettre **l'éducation en priorité, avec des moyens humains et financiers conséquents**, qui doivent se construire autour de quatre axes : mettre en place une **école de la collaboration**, c'est-à-dire mettre en réseau et en collaboration effective tous ceux qui prennent soin des élèves, et plus tard des étudiants ; **moderniser la formation**, notamment d'un point de vue **numérique qui doit rentrer en compte dans l'éducation des enfants ; mettre l'élève au centre**.

Et enfin développer la communauté apprenante : les enseignants, par solidarité professionnelles ont réussi à créer des solidarités éducatives avec les familles, entre enseignants, au sein d'une école et aussi parfois avec des animateurs. Cela a fonctionné pendant le confinement et il faut que cela perdure et que cela se généralise. Ces communautés apprenantes peuvent être créées à tous niveaux et doivent être encouragées.

III - Un nouveau modèle de développement en sortie de crise

À la suite de la crise sanitaire et du confinement, le PIB de la France a baissé de 6 points au premier trimestre de 2020. En comparaison, la récession de 2008-2009 provoquée par la crise économique avait entraîné une baisse de 4 points du PIB. Il s'agit de définir un nouveau modèle économique et de développement.

- L'État a engagé de nombreuses dépenses à la fois pour soutenir le chômage partiel, rebaptisé en « activité partielle » et pour retarder les paiements des impôts et des cotisations sociales perçues par les entreprises, mais aussi par les ménages. La somme totale investie par l'État est de 100 milliards d'euros attribués pour ces reports de charges et le financement du chômage partiel. Cependant cela pose la question du remboursement de ces crédits. Si l'annulation de la dette est impossible, une solution envisageable serait de transformer les créances en "**dette perpétuelle nulle**". Il s'agirait d'emprunter à taux d'intérêts négatifs et sans date de remboursement. Par conséquent, les effets pratiques seraient les mêmes qu'une annulation de dette mais cela paraîtrait juridiquement et politiquement plus avantageux.
- Cette crise sans précédent doit aussi être le moyen de mettre en place nouveau modèle de développement, où **l'économie sociale et solidaire aurait un véritable rôle**. L'économie sociale et solidaire désigne la branche de l'économie regroupant les associations, les mutuelles, les coopératives et les fondations qui cherchent à concilier activité économique et équité sociale, à travers un fonctionnement démocratique. L'ESS a joué un rôle crucial durant la crise et notamment les associations, concernant les aides de première nécessité : sur un budget de 100 milliards d'euros, les besoins issus de la crise sociale ont engendré dès le mois de juin 2020 près de 2 milliards de perte nette. Cela conduit à **repenser le financement des associations et des emplois associatifs, notamment par les pouvoirs publics** : les emplois aidés en 2017 supprimés en 2017 doivent être rétablis.

IV - Une politique culturelle

La gauche a toujours mené une bataille culturelle. À la fois une bataille idéologique et une bataille pour la culture. Notre parti s'est toujours situé dans ce combat là pour permettre que la **démocratisation de la culture soit un vecteur d'élévation et d'émancipation des plus défavorisés**. Car la culture n'est pas une affaire de privilégiés.

Ce combat, à certains moments de son histoire, la gauche l'a mené encore plus fortement que ce soit en 1936 ou dans les années 80 avec François Mitterrand et Jack Lang.

Nous avons le devoir, dans ce moment particulier, de reprendre ce flambeau.

Le parti s'est, dans une certaine mesure, éloigné du monde de la culture. Il fut une époque où nos liens avec les créateurs étaient très puissants et très organisés. Nous devons à nouveau nous appuyer sur les acteurs culturels qui, par leur pratique et à leur manière, expriment bien souvent des idées politiques. Pour les associer à nos combats politiques, nous devons à nouveau faire en sorte que **notre mode de fonctionnement et de militantisme laisse une place aux créateurs**.

Avec la crise de la covid, le secteur culturel est un des plus en difficulté.

Mais dans le même temps, on a réalisé "le besoin de culture". C'est une des choses qui manque le plus aux gens.

Dans notre époque troublée, ce combat central pour la culture doit notamment se concentrer sur plusieurs points :

- **Un combat pour la diversité culturelle et contre l'uniformisation.** L'exception culturelle se voit en effet menacée avec l'émergence de gigantesques acteurs du divertissement qui possèdent toute la chaîne de la production à la diffusion. (plateformes internet et grands groupes dans le spectacle vivant).
- Ce que beaucoup ont appelé la « **Décentralisation du dernier km** » : la gauche s'est battue pour la démocratisation de la culture. Le territoire est aujourd'hui -et cela s'est fait grâce à nos combats- maillé de nombreux équipements culturels. Pour autant, nous avons dans beaucoup d'endroits échoué à faire entrer certains publics dans ces lieux. Nous devons inventer de nouveaux dispositifs pour faire disparaître ces frontières invisibles.

- Relancer et réinventer l'**éducation artistique et populaire**, les passerelles entre les amateurs et les professionnels, soutenir la création dans l'espace public et lui donner une nouvelle dimension
- **Soutenir les créateurs** par la pérennisation du système de l'intermittence, la mise à disposition de lieux publics inutilisés et une augmentation de la part du budget du ministère de la culture dévolu à la création.

Signataires :

Rémi Féraud - *Premier secrétaire fédéral de la fédération de Paris*

Lyes Bouhdida-Lasserre - *secrétaire fédéral de la fédération de Paris*

Dylan Boutilfat - *1er secrétaire fédéral adjoint de la fédération de Paris*

Thomas Chevandier - *1er secrétaire fédéral adjoint de la fédération de Paris*

Fanny De Baere - *secrétaire fédérale de la fédération de Paris*

Yasmine El Jaï - *secrétaire fédérale de la fédération de Paris*

Andrea Fuchs - *trésorière de la fédération de Paris*

Michel Gelly-Perbellini - *secrétaire de la section du 12e arrdt de Paris P. Farine*

Kévin Havet - *secrétaire de la section du 18e arrdt de Paris S. Buisson*

Alexandra Jardin - *secrétaire de la section du 20e arrdt de Paris Commune de Paris*

Dylan Laplace Mermoud - *secrétaire fédéral de la fédération de Paris*

Jérôme Meyer - *secrétaire de la section du 11e arrdt de Paris L. Blum*

Emma Rafowicz - *secrétaire fédérale de la fédération de Paris*

Florian Sitbon - *co-secrétaire de la section du 15e arrdt de Paris*